

MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 69 • décembre 2016



L'ONU SE MOBILISE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : 16 JOURS D'ACTIVISME...

PLUS DE **DEUX MILLIARDS** DE FRANCS CFA POUR FINANCER
5 PROJETS DE DIVIDENDES DE LA PAIX À **TOMBOUCTOU**

PREMIÈRE CARAVANE DE LA PAIX DANS LA NOUVELLE RÉGION DE
MENAKA : LA MINUSMA S'ASSOCIE AUX AUTORITÉS RÉGIONALES
POUR SA RÉUSSITE

GESTES, METHODES ET TECHNIQUES : UNPOL/MINUSMA
CONTINUE DE PARTAGER SON EXPERTISE AVEC LES **FORCES DE
SÉCURITÉ** DU MALI

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 GAO : LA MINUSMA ET SES PARTENAIRES LANCENT LA CAMPAGNE DES 16 JOURS D'ACTIVISMES SUR LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

5 COMMUNIQUÉ DE LA TREIZIÈME SESSION DU COMITÉ DE SUIVI DE L'ACCORD

7 FONDS FIDUCIAIRE DE LA MINUSMA: PLUS DE DEUX MILLIARDS DE FRANCS CFA POUR FINANCER 5 PROJETS LIÉS À LA JUSTICE ET LA SÉCURITÉ À TOMBOUCTOU DE DIVIDENDES DE LA PAIX

11 PREMIÈRE CARAVANE DE LA PAIX DANS LA NOUVELLE RÉGION DE MÈNAKA : LA MINUSMA S'ASSOCIE AUX AUTORITÉS RÉGIONALES POUR SA RÉUSSITE

14 GESTES, MÉTHODES ET TECHNIQUES : UNPOL/ MINUSMA CONTINUE DE PARTAGER SON EXPERTISE AVEC LES FORCES DE SÉCURITÉ DU MALI

15 LA MINUSMA LANCE LA REHABILITATION D'IMPORTANTES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES À TESSALIT

16 TOMBOUCTOU: LA POLICE DES NATIONS UNIES UNPOL PARRAINE DEUX PROJETS QIP POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ

18 DES JEUNES TOMBOUCTIENS DANS LE RÔLE DE DIPLOMATES ONUISIENS

20 BREVES

22 COMMUNIQUÉS



GAO : LA MINUSMA ET SES PARTENAIRES LANCENT LA CAMPAGNE DES 16 JOURS D'ACTIVISMES SUR LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE



L'école des infirmiers de Gao a abrité ce dimanche 27 novembre la journée de sensibilisation sur l'implication des femmes et filles dans la prévention et la gestion des violences basées sur le genre, marquant le début de la campagne des 16 jours d'activisme. Cette activité a été organisée par le bureau régional de la Division des droits de l'Homme et de la Protection (DDHP) ainsi que la section Conduite et Discipline de la MINUSMA, en collaboration avec la Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille (DRPFEF). Cette rencontre qui a regroupé plus de 400 personnes, avait pour objectif d'informer et de sensibiliser l'opinion sur les violences basées sur le genre et les possibilités, au niveau des nations unies, de circonscrire ce mal.

« Cette campagne vise à sensibiliser les groupes à travers le monde, à prendre conscience des violences faites à cette couche sensible de la population que constitue les filles et les femmes. Parce que les violences faites aux femmes et aux filles sont un phénomène universel qui persiste dans les tous les pays du monde et se propage dans divers milieux, » a souligné Mme Haidara Aissatou Sango, Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, représentant le Gouverneur de la Région de Gao à cette occasion.

« Au Mali, on note une prévalence accrue des différentes formes de violences qui font l'objet de peu d'attention. Selon la dernière enquête démographique et de santé au Mali de 2013, le



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

taux de prévalence de l'excision est de 91% chez les femmes de 15 à 49 ans et 69% chez les filles de 0 à 14 ans, » a dénoncé madame Sango. Cette campagne qui a regroupé les organisations de jeunes et de femmes, des élèves et étudiants, a permis de comprendre les différents types de violences sexuelles basées sur le genre. « La journée nous a permis de connaître les services de la MINUSMA qui luttent contre les violences sexuelles faites aux femmes. Elle nous a appris les catégories de violences qu'une femme peut subir et comment briser le silence. Ça a été très instructif pour moi, » a confié Fatoumata Maiga, étudiante à l'école des infirmiers de Gao.

Deux thématiques ont marqué la cérémonie. La première animée par M. Leonard Ndikiminwe de la section Conduite et Discipline, a porté sur : "Exploitation et Abus Sexuel, une forme de violence faite aux femmes et aux filles", et la seconde animée par Mme Agaicha Wallet Ahmadou Dicko de la DDHP, a porté sur : " les violences sexuelles basées sur le genre en temps de conflits".

La question des violences faites aux femmes a été largement commentée par les panelistes qui croient qu'il faut suffisamment d'engagement, à tous les niveaux, pour endiguer ce mal dont le tableau est très sombre. « en 2015, dans le cadre du système de gestion des informations sur les violences basées sur le genre (VBG), le pays a enregistré 1468 cas de VBG dont 292 cas de dénis de ressources et

d'opportunités, 288 d'agressions physiques, 234 cas de violences psychologiques, 223 cas de viols. » Et la représentante du gouverneur de la région de Gao de poursuivre la longue liste d'incidents : « 370 cas de VBG ont été perpétrés dans un contexte conjugal, 168 incidents d'abus sexuels sur les enfants, 154 incidents de mariages précoces, 38 incidents d'exploitations sexuelles et 18 incidents d'esclavage sexuel. »

Les 16 jours d'activisme de lutte contre la violence basée sur le genre a pour thème national « Pour une paix durable au Mali, agissons pour éradiquer les violences faites aux filles et aux femmes dans les familles, au travail et à l'école ». Pour sa part, Mme Ndeye Yandé Kane, Cheffe du Bureau Régional de la DDHP à Gao, a mis l'accent sur l'insuffisance dans les procédures judiciaires concernant les violences faites aux femmes. « Je ne doute pas que le Mali dispose d'un arsenal de textes nationaux et internationaux juridiques, pénalisant les actes de violences basées sur le genre mais chaque année, nous célébrons les 16 jours d'activisme de lutte contre les VBG dans un climat d'impunité totale où certains dossiers en rapport avec les violences sexuelles basées sur le genre sont en souffrance au niveau des instances judiciaires, soit les dossiers sont classés sans suite, soit les présumés auteurs bénéficient de liberté provisoire. Les victimes n'ont plus envie de se faire connaître à cause de ce dysfonctionnement et de la célérité dans le traitement des dossiers.» a-t-elle alerté.

16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles



COMMUNIQUÉ DE LA TREIZIÈME SESSION DU COMITÉ DE SUIVI DE L'ACCORD

BAMA KO, 28 ET 29 NOVEMBRE 2016



Conformément aux dispositions du chapitre 19, articles 57 et suivants de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du Processus d'Alger, la treizième session ordinaire du Comité de suivi de l'Accord (CSA) s'est tenue à Bamako, les 28 et 29 novembre 2016, au niveau des locaux du Bureau du Haut Représentant du Président de la République pour la mise en œuvre de l'Accord (ex CRES).

Le Comité a réitéré sa préoccupation quant à la persistance des difficultés dans le déroulement de la période intérimaire, notamment par rapport à l'opérationnalisation du Mécanisme opérationnel de Coordination (MOC) et des patrouilles mixtes ainsi que l'installation des Autorités intérimaires. Il a relevé l'impatience de la Communauté Internationale de

voir intervenir des progrès tangibles dans la mise en œuvre de l'Accord et exhorté les Parties à faire preuve de bonne foi et de confiance mutuelle.

Saluant les mesures annoncées et les engagements pris par le Gouvernement et les Mouvements pour l'accélération de la mise en œuvre de l'Accord, le Comité a décidé de la mise en place d'un groupe de travail, sous la Présidence du Haut Représentant du Président de la République, afin de permettre le lancement effectif de la période intérimaire notamment l'installation des Autorités intérimaires et l'opérationnalisation des unités du MOC immédiatement à Gao et, à Kidal, le 10 décembre 2016 au plus tard. Dans un souci d'efficacité et afin de garantir aux travaux de ce groupe les meilleures

chances de succès, la participation de la CMA et de la Plateforme doit être assurée au plus haut niveau de leur hiérarchie, tout comme le Haut Représentant est habilité à inviter à ces travaux toute personnalité qu'il considère en mesure d'apporter une contribution positive. Le délai imparti à ce groupe de travail pour l'accomplissement de sa mission ne doit pas excéder 5 jours.

Le Comité a validé le rapport du sous-comité Défense et Sécurité et a pris note de l'engagement de la CMA à soumettre officiellement ses différentes listes pour l'opérationnalisation des mécanismes sécuritaires.

Le Comité a validé le rapport du sous-comité chargé des questions politiques et institutionnelles. A cet effet, il a exhorté les Parties à renforcer la concertation dans la mise en œuvre de l'Accord et à prendre toutes les dispositions permettant la création des collectivités territoriales des régions de Ménaka et de Taoudéni. En ce qui concerne le processus de révision de la Constitution, le Comité a demandé aux Parties de poursuivre les consultations et a souhaité être informé, lors de sa prochaine session, de l'état d'avancement des travaux du Comité d'experts chargé de la préparation de ladite révision.

Au titre du sous-comité chargé de la réconciliation, de la justice et des questions humanitaires, le

Comité a demandé aux Parties de privilégier la concertation dans les préparatifs pour l'organisation de la Conférence d'Entente Nationale. Le Comité s'est félicité de la nomination du Médiateur de la République pour l'organisation de cette conférence. Il a pris note de l'engagement du Haut Représentant du Président de la République de faciliter les contacts entre le sous-comité et les organes gouvernementaux en charge de l'organisation de cette Conférence. Il a également demandé, conformément à l'article 5 de l'Accord, qu'une présentation sur l'avancement des travaux lui soit faite, lors de sa prochaine session.

Concernant le rapport du sous-comité chargé des questions de développement économique social et culturel, le Comité a pris note des recommandations faites sur le plan de la gouvernance institutionnelle de l'Accord, le plan d'urgence humanitaire, la stratégie spécifique de développement des régions du Nord, le fonds de développement, les contrats plan Etat-Région et les Agences de Développement Régionales (ADR).

Le Comité a rappelé aux Parties concernées l'urgence de trouver des solutions consensuelles et inclusives aux dissensions auxquelles elles sont confrontées.

La prochaine session du CSA se tiendra à Bamako les 19 et 20 décembre 2016



FONDS FIDUCIAIRE DE LA MINUSMA: PLUS DE DEUX MILLIARDS DE FRANCS CFA POUR FINANCER 5 PROJETS DE DIVIDENDES DE LA PAIX À TOMBOUCTOU

La MINUSMA, le PNUD et leurs partenaires du Danemark, de la Norvège et des Pays-Bas viennent de lancer, le 29 novembre dernier, cinq projets pour les dividendes de la paix, à Tombouctou. Financés pour plus de deux milliards de Francs CFA par le Fonds Fiduciaires en soutien à la paix et à la sécurité au Mali, ils visent à appuyer le retour de l'autorité de l'état dans cette vaste région du nord du Mali, toujours en proie à la menace terroriste.

La Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies, Coordinatrice des Affaires Humanitaires au Mali et Représentante Spéciale Adjointe de la MINUSMA, Mme Gasarabwe Mbaranga, accompagnée d'une forte délégation composée du Ministre malien de la Justice et des droits de l'homme, M. Mamadou Ismaël Konaté, des Ambassadeurs du Danemark, des Pays-Bas et de la Conseillère pour le Mali de l'ambassade de Norvège au Ghana, s'est rendue à Tombouctou, pour y lancer et inaugurer cinq projets. Ceux-ci concernent : le projet de "Kits solaires pour les cinq cercles de la région de Tombouctou"; un projet de Menuiserie et celui d' "Agriculture et d'élevage ovin à la prison de Tombouctou"; celui de la "réhabilitation de quatre (4) km de route menant à l'aéroport de Tombouctou" ; le "projet de

renforcement des 6 check-points des Forces Armées maliennes (FAMA)" dans la cité sainte; et le Centre d'Accès au Droit et à la Justice (CADJ) nouvellement construit.

« La matérialisation de ces projets et la présence d'une telle délégation à Tombouctou sont deux indicateurs indéniables que les efforts des Nations Unies et de ses partenaires ont porté fruit dans la région », a déclaré le Gouverneur de Tombouctou, M. Adama Kansaye, avant d'ajouter que les actions ont été dirigées vers les domaines pour lesquels des besoins avaient été exprimés.

Le projet de 5000 kits solaires destinés à 5000 foyers vulnérables vivant dans 24 communes réparties dans les cercles de Tombouctou, Goundam, Diré, Niafunké et Gourma Rharous, est financé par le Royaume du Danemark pour près de 360 millions de CFA, soit plus de 615.000 dollars américains. Il porte le triple objectif de donner accès à l'électricité à des foyers qui en étaient dépourvus, d'améliorer les conditions de vie et le bien-être des familles, de renforcer la cohésion sociale ainsi que la sécurité des personnes et de leurs biens. Pour Mme Mbaranga, « les kits solaires qui seront remis à plus de 30.000 personnes



dans les cinq cercles de Tombouctou confirment l'engagement concerté des autorités compétentes, du Royaume du Danemark et de la MINUSMA à apporter les dividendes de la paix aux populations ». Par ailleurs, la Coordinatrice résidente des Affaires humanitaires au Mali a annoncé l'installation prochaine de 75 lampadaires solaires à Tombouctou et à Rharous.

Pour sa part, l'ambassadeur du Royaume du Danemark, Mme Winnie Estrup Petersen, a souligné que les trois projets financés par le Danemark seront exécutés par les ONGs locales AMADE, AMSS et ARDIL. Cependant, elle dit compter sur le dévouement de chacun des acteurs pour l'atteinte des objectifs fixés. La diplomate a aussi rendu un vibrant hommage à la MINUSMA et aux pays donateurs du Fonds fiduciaire pour leurs efforts d'accompagnement du processus de paix au Mali.

Les partenaires d'exécution ont fait une démonstration d'utilisation des kits solaires, sous les applaudissements des chefs de quartier, autorités traditionnelles et autres membres de la société civile qui se sont mobilisés pour manifester leur satisfaction des réalisations dans leurs zones. « La protection de l'environnement par l'énergie solaire est un choix éclairé quand on sait qu'au Mali, nous avons le soleil pendant toute l'année, » a avancé le maire de la commune de Tombouctou, Hallé Ousmane, tout en remerciant les donateurs.

Le Danemark a aussi versé plus d'un milliard et demi de Francs CFA dans la réhabilitation de quatre kilomètres de route menant à l'aéroport de Tombouctou. Ce projet d'infrastructures comprend aussi l'installation de lampadaires solaires et de signalisation routière. Ces fonds permettront de finaliser les ouvrages dont le gouvernement a déjà fait une première partie.

CONTRIBUER À RELEVER LES DÉFIS POST-CONFLICTUELS

L'administration pénitentiaire bénéficie de trois projets dont le premier a été inauguré et les deux autres lancés par la délégation, en présence du Gouverneur de la région, du personnel de l'administration pénitentiaire et de quelques notabilités de la ville. Dans l'enceinte de la Direction régionale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée (DRAPES), la forte délégation a procédé au lancement des projets de "production maraîchère et embouche ovine" et de "la réalisation d'un atelier de menuiserie bois et métallique".

S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du

mandat de la MINUSMA, selon la Résolution 2295 et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, ces deux projets sont financés par le Danemark pour un montant total de 30.895.925 Francs CFA. Ils serviront à promouvoir la réinsertion socio-professionnelle des détenus de la Maison d'Arrêt et de Correction (MACT) de Tombouctou, en leur fournissant des compétences pratiques qui pourront leur être utile après leur libération, en prévention d'éventuelle récidive. « Le fondement de telles initiatives se trouve spécifiquement dans le plan d'exécution du mandat global des Nations Unies visant à relever les défis post-confliktuels des systèmes pénitentiaires

nationaux, caractérisés par des dysfonctionnements de divers ordres, » a expliqué Mme Mbaranga Gasarabwe.

De son côté, la Conseillère pour le Mali de l'ambassade de Norvège au Ghana, Mme Bjørnrå Synne Emilie, a renouvelé la volonté du royaume de contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et au renforcement de l'état de droit dans la région. Pour sa part, un Officier de la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA (SAJP), Lassina Guitty, assurant la formation pour la vingtaine de détenus de la MACT et de quatre agents de la DRAPES, a fait savoir que ceux-ci pourront former les autres détenus

qu'accueillera l'institution dans le futur.

Cette cérémonie a aussi vu l'inauguration du projet de sécurisation et d'extension de la Maison d'arrêt de Tombouctou, réalisé par le PNUD en collaboration avec la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA et financé par la Norvège à hauteur de 74.500.000 FCFA. Remerciant la MINUSMA, le PNUD et les bailleurs de fonds, le directeur de la DRAPES, le Capitaine Harouna Tangara, a fait remarquer l'importance capitale, dit-il, du mur de sécurisation fraîchement élevé autour de la MACT, pour la sécurité non seulement des détenus mais également du personnel pénitentiaire.



Dans son allocution, le Ministre de la justice s'est, d'une part, réjoui de l'appui de la communauté internationale, à travers la MINUSMA pour renforcer les efforts du gouvernement malien à réaliser l'humanisation des prisons. D'autre part, M. I. Konaté a invité les autorités régionales à visiter la Maison d'Arrêt plus régulièrement pour mieux s'imprégner des conditions de vie des détenus.

Au terme de ces interventions, la délégation a visité l'atelier de menuiserie et le périmètre maraîcher. Elle a aussi visité les détenus qui se sont constitués pour lui adresser quelques doléances, notamment par rapport à l'avancée de leur dossier auprès des tribunaux.

Dans la même veine des actions pour renforcer la chaîne pénale, le Ministre de la justice a inauguré le Centre d'Accès au Droit et à la Justice (CADJ) construit par le PNUD et géré par l'Association DEME-SO. L'occasion pour Me Konaté de mettre le doigt sur certains problèmes spécifiques liés au fonctionnement de la justice dans la région, en particulier les difficultés empêchant au système d'y déployer un nombre suffisant de juges et de greffiers.

RENFORCER LA SÉCURITÉ AUTOUR DE TOMBOUCTOU

La dernière étape et non la moindre, est le lancement du projet de renforcement des six (6) points de contrôle des Forces Armées Maliennes (FAMA), financé

par la Norvège à plus de 127 millions de Francs CFA. « Ce projet a été élaboré pour renforcer le dispositif sécuritaire aux alentours de la ville de Tombouctou et d'empêcher d'éventuelles incursions terroristes », a précisé le Commandant du Secteur Ouest de la MINUSMA, le Brigadier-général Kegnou Kodjo.

En effet, le Colonel André Koné, commandant la zone 3 des FaMa a rappelé qu'entre 2015 et 2016, les checkpoints de Tombouctou ont subi huit (8) attaques faisant huit (8) morts et 12 blessés. Aussi, la construction de points de contrôle de grand gabarit permettra aux militaires maliens d'œuvrer dans un environnement mieux protégé contre les tirs directs et indirects et de disposer de postes d'observation surélevés.

Le lancement de ce projet s'est déroulé au point de contrôle de Kabara, près de l'aéroport de la ville, en présence des autorités régionales et de toute la délégation. Cette dernière étape accomplie, elles se sont dirigées vers l'aéroport de la Cité des 333 saints pour une conférence de presse avant de s'envoler pour Bamako, à bord d'un appareil de l'aviation ousounienne.

Planifiés pour être réalisés sur une période allant de 4 à 6 mois, ces projets financés par le fonds multi-donateurs (Fonds Fiduciaire ou Trust Fund), sont une marque de l'engagement de la communauté internationale à soutenir les interventions humanitaires et l'aide au développement, en passant par le retour de l'autorité de l'Etat, de la sécurité et de l'ordre constitutionnel pour résoudre la crise au Mali.



PREMIÈRE CARAVANE DE LA PAIX DANS LA NOUVELLE RÉGION DE MÉNAKA : LA MINUSMA S'ASSOCIE AUX AUTORITÉS RÉGIONALES POUR SA RÉUSSITE



Le Gouverneur de la Région de Ménaka a organisé, du 23 au 25 novembre, la première caravane de la paix dans diverses parties de sa région. Cette initiative a été massivement soutenue par l'ensemble de son administration et la population. A la tête d'une forte délégation conduite par son Chef de Bureau Régional de Gao qui s'est rendue à l'étape d'Andéramboukane, la MINUSMA a apporté un appui matériel et financier pour assurer le succès de cet événement. Le Service de lutte anti-mines des Nations Unies, l'Office international des migrations et l'opération française Barkhane, faisaient également partie de la délégation.

Conduite par son Chef de bureau régional, M. Mohamed El-Amine Souef, la délégation de la MINUSMA a quitté la Cité des Askia tôt le matin par hélicoptère, pour se rendre dans la localité d'Andéramboukane (dans la région de Ménaka). Le Commandant de l'opération française Barkhane se trouvait aussi à bord. Le Gouverneur de la région, le Maire de la commune, les Préfets et Sous-Préfets de différents cercles de la région, les notables et le public étaient au site d'atterrissage pour accueillir les délégations.

Le cortège de véhicules et les cavaliers sur des chameaux prirent la direction de la Mairie où s'étaient rassemblés la population, mais aussi des caravaniers arrivés la veille, venant de la commune urbaine de Ménaka après une escale à Anouzegrene, localité située à 30 km de la ville de Ménaka. Après installation des membres, des différentes délégations, M. Ahamed Hamed Ag Mohamed, maire de la commune, a pris la parole pour leur souhaiter la bienvenue. « Je salue la population d'Andéramboukane pour cette forte mobilisation » s'est-il réjoui. Il a aussi profité de cette opportunité pour solliciter la construction et la remise en état d'infrastructures sociales et économiques, allant des écoles aux centres de santé, en passant par les adductions d'eau potable et à la protection de la mare d'Yowmatanah.

L'Honorable Badjan Ag Hamatou, Député à l'Assemblée Nationale, a salué « la volonté et la détermination » de toutes les bonnes volontés qui ne cessent selon lui d'œuvrer pour le rétablissement de la paix et de la stabilité dans toute la région. Le Gouverneur Daouda Maiga s'est déclaré satisfait de l'accompagnement de la force Barkhane, de

la MINUSMA et des agences humanitaires. « Nous ne cesserons hier, aujourd'hui et demain de remercier la MINUSMA pour leurs réalisations dans notre région. C'est l'occasion pour nous également de féliciter une mission d'OCHA qui est ici sur place pour leur persévérance et leur courage de circuler dans notre région qui est toujours en proie à des tensions et à l'insécurité. Malgré tout obstacle et contre toute probabilité, OCHA continue à faire son travail. Nous en sommes très fiers ». Il a aussi lancé un appel urgent aux partenaires de développement « afin d'aider la localité à la construction de retenues d'eau et la protection des bergers pour sauvegarder la grande mare d'Yowmatanah qui se vide peu à peu ».

Le Chef de Bureau Régional de la MINUSMA, M. Mohamed El-Amine Souef, a fait une brève allocution au cours de laquelle il a insisté sur la responsabilité de tout un chacun à l'égard des questions de paix et de sécurité. « La sécurité est l'affaire de tous. La sécurité, c'est l'information. Lorsque vous voyez l'ennemi, il faut donner l'information pour qu'on puisse le traquer ».

M. Daniel Bertrand, conseiller du Représentant spécial du Secrétaire Général, a travaillé de concert avec le Gouverneur de la région pendant plusieurs semaines pour l'organisation et la réussite de ce projet. « Nous sommes ici pour accompagner la population dans son chemin vers la paix, la stabilité et le développement. Il ne peut y avoir de développement sans sécurité et la sécurité, c'est d'abord une affaire des maliens et des maliennes, » a-t-il plaidé avant de souligner : « si la MINUSMA vient en renfort à Ménaka, c'est pour aider les autorités maliennes, la population et les groupes armés à se réconcilier et à développer un cadre de stabilité

et de sécurité, sans lequel nous ne pourrions pas contribuer au développement et sans lequel les agences humanitaires, les ONG et les bailleurs de fonds ne pourront pas venir. La MINUSMA n'est que l'avant-garde, car les agences humanitaires des Nations Unies souhaitent venir non pas seulement dans la ville de Ménaka, mais également dans les villes de la région et dans les provinces rurales afin de soulager les populations et de contribuer à leur développement. Pour y arriver, il faut une stabilisation et une sécurisation structurelle ».

« NOUS SOMMES ICI POUR ACCOMPAGNER LA POPULATION DANS SON CHEMIN VERS LA PAIX, LA STABILITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT. IL NE PEUT Y AVOIR DE DÉVELOPPEMENT SANS SÉCURITÉ ET LA SÉCURITÉ, C'EST D'ABORD UNE AFFAIRE DES MALIENS ET DES MALIENNES, »

M. Bertrand a félicité le Gouverneur pour son action courageuse depuis sa nomination à la tête de la région : « Je voudrais vous féliciter pour cette action que vous menez en ce moment de visiter les populations qui je vois, sont enthousiastes. Vous avez réussi avec l'ensemble des composantes de la société, à mobiliser cette population. Vous êtes un homme très dynamique, plein d'idées et de courage. Vous méritez d'être soutenu à la fois par la communauté internationale, mais surtout et avant tout par la population et les différentes composantes de la société malienne. Je vous souhaite, Monsieur le Gouverneur, beaucoup

de succès ».

L'opération française Barkhane est présente dans les régions de Gao et Ménaka avec pour objectif principal : lutter contre le terrorisme et les crimes transfrontaliers dans le Sahel. Son Commandant pour les deux régions était aussi à Anderamboukane « parce que nous entretenons une relation assez nourrie avec le Gouverneur de la région de Ménaka qui est volontariste et courageux dans tout ce qu'il entreprend pour sa région. Il nous paraît nécessaire d'être présent ici pour le soutenir et l'appuyer dans ses démarches » a déclaré l'Officier français. Il a rappelé aux caravaniers le principal rôle de Barkhane qui est : « de lutter contre les groupes terroristes qui ont fait beaucoup de mal à ce pays, mais qui aujourd'hui continuent de le faire saigner. Cela ne peut plus durer. La force Barkhane, et vous pouvez compter sur nous là-dessus, luttera toujours avec la plus grande détermination contre ces groupes et nous finirons par l'emporter. Mais nous ne l'emporterons pas seuls, il y a évidemment les partenaires institutionnels, la communauté internationale, le gouvernement malien et ses forces de sécurité, notamment les FAMA. Il y a aussi les mouvements armés avec lesquels nous sommes prêts à discuter en toute impartialité. Notre but n'est pas de prendre parti pour l'un ou l'autre mouvement, mais de discuter et d'avancer vers la sécurité, la paix et la prospérité ».

Mme Maiga Azahara Maiga, commerçante et mère de 6 enfants, a exprimé sa lassitude et sa colère face à cet état d'insécurité qui n'a que trop duré, empêchant même ses enfants d'aller à l'école. « Les écoles sont ici, mais les enseignants ne sont pas là. Très triste de voir mes enfants passer des mois sans aller à l'école. Même

notre seul centre de santé communautaire manque de tout, notamment de personnel médical qualifié. Tout ce que voulons, c'est la paix. Avec l'arrivée pour la toute première fois d'une haute autorité de notre région après la crise de 2012, notre souhait est que l'Etat puisse se redéployer rapidement chez nous et pour de bon ».

Durant leur séjour à Anderamboukane, les différentes délégations sont allées constater la diminution du niveau d'eau de la mare d'Yowmatanah, une situation très préoccupante pour les autorités régionales.

« LA MINUSMA EST NOTRE PRINCIPALE PARTENAIRE DANS TOUT CE QUE NOUS FAISONS »

Le bataillon du Niger de la Mission onusienne basé dans la ville de Ménaka a parfaitement assuré la sécurité de toutes les délégations ainsi que celle des caravaniers lors de leur passage dans la localité d'Anderamboukane qui est limitée au nord par la commune d'Inékar, au sud par la commune de Banibangou (Niger), à l'est par la commune d'Alata et à l'ouest par la commune de Ménaka.

La caravane de la paix a débuté le jeudi 24 novembre dans la commune urbaine de Ménaka, en présence de tous les Préfets et Sous-préfets de différents cercles de la région, les élus, les représentants politiques des groupes armés, les religieux, les organisations non-gouvernementales locales et les associations de la jeunesse. Motorisée et constituée de véhicules et motocycles, la caravane a sillonné les Cercles de Ménaka, d'Anderamboukane, Inekar et Tidermène à la grande joie de la population qui s'était sentie abandonnée et livrée à la merci des mouvements armés.

UN GOUVERNEUR COURAGEUX AVEC UN AGENDA DE PAIX À LA TÊTE D'UNE NOUVELLE RÉGION

Depuis sa nomination à la tête de la nouvelle région de Ménaka en janvier 2016, le gouverneur ne cesse de multiplier les initiatives visant à promouvoir la paix, la réconciliation et la stabilité dans sa région. Après avoir mis en place des patrouilles communes menées par les Forces de sécurité maliennes et certains mouvements armés basés dans sa région pour lutter contre l'insécurité sur toutes ses formes, il vient d'initier une caravane de la paix et de l'espoir. « Cela fait quelques cinq ans que l'Etat n'est plus dans certaines zones et les élus n'arrivaient plus à jouer pleinement leur rôle, les notables et les chefs de fraction également. Ils étaient tous remplacés par des mouvements armés et aujourd'hui, c'est un peu le retour vers cette population pour leur prouver que

la normalisation est en cours et la construction de la nouvelle région a démarré » a souligné le Gouverneur.

Après la crise de 2012, la région n'a pas été épargnée et était ainsi plongée dans un climat d'insécurité et de menace des mouvements armés. A cela s'ajoute la destruction de toutes les infrastructures principales qui empêchait le retour à la normale de l'administration. Ainsi pour contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans cette région, la MINUSMA a financé six projets à impact rapide de réhabilitation de bâtiments administratifs et de la seule radio rurale de Ménaka. Le montant global pour l'ensemble de ces réalisations est de près de 141.800.000 Frs CFA. « La MINUSMA est notre principale partenaire dans tout ce que nous faisons » a reconnu M. Daouda Maiga. « Ce n'est pas des fleurs que je lance à la Mission onusienne, mais c'est une vérité et en même temps une réalité à Ménaka » a-t-il ajouté.

M. Frataye Ag Etaw, maire de la commune d'Alata dans le cercle de Tidermène, a apporté son soutien à cette initiative de paix : « C'est une initiative que nous saluons et soutenons tous, car elle vise à ramener la paix dans notre région, et cela constitue notre objectif ultime. L'accent a été mis notamment sur les activités de sensibilisation et de réconciliation pour raffermir les liens entre les différentes ethnies ». La Mission onusienne a contribué pleinement au succès de cette première caravane de la paix en mettant à la disposition de ses organisateurs une assistance financière et aussi du matériel de visibilité, notamment les t-shirts, les casquettes et les banderoles. « J'accueille l'appui de la MINUSMA avec beaucoup de plaisir et de joie » a dit M. Le Gouverneur qui reconnaît le sérieux risque encouru par les caravaniers. « Quels que soient les risques auxquels nous sommes exposés, nous sommes obligés d'aller à la rencontre et à l'écoute de nos populations. Le retour de l'autorité de l'Etat s'accompagne toujours de risques » a-t-il affirmé.

Les Forces de sécurité maliennes ensemble avec quelques mouvements armés sécurisent les caravaniers qui sont issus de différentes couches de la société. « Les zones ouest de Ménaka sont occupées par des groupes armés fondamentalistes, notamment la zone d'Infourkaraitane. Cette caravane est un événement joyeux qui apporte un message de paix et d'espoir à la population. Elle favorise les échanges directs entre la population et les responsables que nous sommes sur les questions de paix et de sécurité, de manière à pouvoir les renseigner sur l'état d'avancement de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et sur les autorités intérimaires » a renchéri M. Daouda Maiga.

GESTES, METHODES ET TECHNIQUES : UNPOL/ MINUSMA CONTINUE DE PARTAGER SON EXPERTISE AVEC LES FORCES DE SÉCURITÉ DU MALI



La composante de la Police (UNPOL) de la MINUSMA vient de boucler le 25 novembre dernier, deux semaines de formations en recherche et sauvetage sur le fleuve mais également en gestion des scènes de crimes. Deux formations dispensées au profit d'une cinquantaine d'éléments des Forces de Sécurité du Mali à Tombouctou.

Sur les eaux du fleuve Niger, plus précisément à Toya, a eu lieu la formation sur la recherche et le sauvetage en milieu fluvial au profit de 30 éléments de la gendarmerie de Tombouctou, Diré, Gossi, Niafunké et Gourma-Rharouss. Sur la même période, un autre groupe de plus d'une vingtaine d'agents de la Police, de l'administration pénitentiaire, de la Protection civile, de la brigade territoriale, des stupéfiants et de la douane suivaient un autre stage sur la gestion des scènes de crimes, dans la salle de conférence du Conseil de cercle.

Ces séries de formation font partie intégrante du mandat de la Mission onusienne au Mali dont la mise en œuvre est confiée à UNPOL (la Police des Nations

Unies). Cette dernière a mobilisé ses policiers experts néerlandais et tunisiens, pour dispenser les gestes, les méthodes et les techniques dans ces deux domaines.

Si la formation sur la gestion des scènes de crimes a été émaillée de séances théorique et pratiques, la seconde a essentiellement porté sur des exercices de communication, de sauvetage et de recherche en milieu fluvial. Selon le porte-parole des participants, « c'est une arme de plus que de recevoir ces matériels tout en apprenant à les manier pour mieux servir la population », a dit A. Sidibé de la brigade territoriale de Diré. Il a aussi assuré les responsables qu'ils partageront les connaissances acquises avec leurs pairs et les matériels utilisés à bon escient.

Pour compléter ce stage, la MINUSMA a étendu son appui aux FDSM (Force de Défense et de Sécurité du Mali) dans la région de Tombouctou, en couplant la formation sur la recherche et le sauvetage en milieu fluvial avec la donation de 5 pinasses et 25 gilets de sauvetage et 10 extincteurs dont la remise a eu lieu, deux jours auparavant, le 23 novembre 2016.

LA MINUSMA LANCE LA REHABILITATION D'IMPORTANTES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES A TESSALIT

Le projet de réhabilitation et d'équipement d'écoles dans trois localités du cercle de Tessalit, à 260 kilomètres au nord de Kidal, a été lancé le 26 novembre dernier. Il est financé par le fonds fiduciaire.

Ce projet entre dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale, de l'appui aux communautés et à la restauration de la paix. Porté par la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA pour un montant de plus de 132.700.000 Frs CFA, il est exécuté respectivement selon la zone de sa mise en œuvre, à Tessalit centre par l'Association pour le Renouveau du Développement local (ARDL), à Aguelhok par le Conseil d'Appui au Monde Rural (CAMR), et à Talabite par l'ONG Assahsal.

L'objectif de ce projet est de favoriser l'ouverture des écoles dans le cercle de Tessalit à travers la réhabilitation et l'équipement de 24 salles de classes, 18 latrines, quatre directions, trois magasins, un dortoir et un réfectoire dans les écoles des communes de Tessalit, Aguelhok et le village de Talabite. Des réalisations qui bénéficieront à 1026 élèves ainsi que 28 enseignants et membres du personnel administratif.



La mobilisation était à la hauteur de l'événement. Elus locaux, société civile, associations de parents d'élèves, se sont joints au Directeur du Centre d'Animation Pédagogique (DCAP), pour exprimer leur joie et leur engagement à assurer une réussite totale au projet.

Par cette initiative, la MINUSMA mise sur le retour à l'école des enfants, leur encadrement social à travers des programmes d'enseignement éducatifs qui

feront d'eux des citoyens dignes et respectueux des valeurs sociales et des symboles de la nation. Nombreux seront-ils donc à bénéficier de ces infrastructures une fois réalisées, dans une localité où le besoin est d'autant plus criant que les édifices autrefois existants ont quasiment totalement été détruits, rendant pratiquement impossible l'apprentissage.

DES INFRASTRUCTURES D'UNE IMPORTANCE CAPITALE POUR LA RÉGION

M. Akli Ag Wakawalen n'a pas manqué, lors de son allocution, de remercier la MINUSMA pour « cet appui combien important pour la population du cercle de Tessalit car ce projet permettra à plus d'un millier d'élèves d'étudier dans de meilleures conditions ». Pour lui, « face aux nombreux défis et aux grandes attentes des populations, cette initiative est appréciable à sa juste valeur ». Il a exhorté les populations bénéficiaires à s'intéresser à l'école et à protéger les infrastructures scolaires, surtout lorsqu'elles sont refaites pour pallier un manque. Tout en remerciant les invités à cette cérémonie, Gabriel Branglidor, Chef du Bureau des Affaires Civiles et représentant du Chef de Bureau de la MINUSMA à Kidal, a souligné qu'« il est important que les parents d'élèves, les élèves, les autorités locales puissent comprendre l'ampleur mais aussi les obligations et devoirs qui leur incombent, afin que l'école puisse être une issue de secours pour les enfants qui ont toujours été la cible d'enrôlement à toutes formes de banditisme ».

Il a rappelé que la MINUSMA porte un intérêt particulier à l'institution ciment de la nation qu'est l'école, tout en interpellant en amont les enseignants, autorités locales et parents d'élèves afin qu'ils prennent jalousement soin des salles qui seront réhabilitées et équipées par ce projet.

La MINUSMA marque davantage sa présence dans cette région enclavée. La semaine dernière déjà, elle avait lancé un vaste projet au profit des femmes qui interviennent dans les domaines du maraichage, de la couture et de l'artisanat. Un engagement qui, d'après le représentant du Chef de bureau, s'amplifiera dans les mois à venir.

TOMBOUCTOU: LA POLICE DES NATIONS UNIES UNPOL PARRAINE DEUX PROJETS QIP POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ



La composante Police (UNPOL) de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali a inauguré à Tombouctou, le 23 novembre 2016, deux projets à impact rapides au profit des Forces de Défense et de Sécurité du Mali (FDSM) pour un total de 54.700.800 Francs CFA.

La MINUSMA a financé la réhabilitation et l'équipement de la Direction Régionale de la Protection Civile (DRPC) de Tombouctou à hauteur de 25.932.800 Francs CFA. Quant au projet d'équipement des cinq brigades de gendarmerie de Tombouctou, Diré, Tonka, Niafunké, Gossi et Gourma Rharouss en matériels nautiques, il a coûté 28.768.000 Francs CFA.

Les locaux de la DRPC, construits en 2006, ont été vandalisés et pillés lors de la crise en 2013. Depuis lors, les agents fonctionnent dans cet espace vétuste sans porte, presque sans mobilier, dépourvus de matériels informatiques et manquant de moyens de locomotion. Aussi, ce projet à impact rapide a-t-

il contribué à remettre en état les bâtiments de l'infirmerie, les quatre bureaux du commandant d'unité, du chef de centre, de la section prévention et du secrétariat.

La direction régionale de la Protection civile dispose désormais de trois motociclettes et de fournitures de bureau dont six armoires métalliques, cinq bureaux, 24 chaises, pour les bureaux mais aussi pour les visiteurs, quatre ordinateurs, trois imprimantes, une photocopieuse, deux fax machines, deux onduleurs et 3 extincteurs.

« Nous ferons bon usage du matériel et les locaux seront bien entretenus », a rassuré le représentant du Directeur Régional de la Protection civile. Par ailleurs, Moussa Bagayoko a remercié la MINUSMA, en particulier la UNPOL pour « le rôle capital joué dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des éléments de sécurité par la formation continue, » a-t-il ajouté.

La cérémonie, déroulée dans l'enceinte de la DRPC, a réuni le gouverneur de la région de Tombouctou, le commandant d'UNPOL, le commandant adjoint du Secteur Ouest de la MINUSMA, les commandants respectifs de la légion de gendarmerie et de la Police malienne, la presse locale, une cinquantaine d'agents des FDSM et des membres de la société civile.

Le chef du Bureau régional de la MINUSMA, M. Riccardo Maia et le commandant d'UNPOL, le Colonel Sami Chérif, accompagnés du gouverneur de la Région, M. Adama Kansaye, ont procédé à la coupure de ruban des nouveaux locaux avant de dévoiler la plaque commémorative.

LA MINUSMA APPUIE LA SÉCURISATION DE L'ESPACE FLUVIAL

A plus d'une dizaine de kilomètres de Tombouctou, la délégation s'est rendue à l'entrée de la commune de Toya sur l'une des rives du fleuve Niger, pour effectuer la remise de cinq pinasses à la légion de gendarmerie régionale. Sur place, des gendarmes maliens, dans le cadre d'un stage intensif dispensé par des formateurs de la police onusienne, ont fait une démonstration d'utilisation ainsi qu'une simulation de sauvetage de victime.

Dans les localités de Diré, Gossi, Gourma-Rharouss et Niafunké, les pinasses, très nombreuses, sont parmi les principaux moyens de transport utilisés par une grande partie de la population. Cette dernière emprunte régulièrement ces embarcations pour traverser le Niger. Hormis le transport de marchandises et de certains bétails, des malades y ont souvent recours pour accéder aux hôpitaux, exposés à l'insécurité. Dans le cadre de l'appui au déploiement de l'autorité de l'état sur le territoire malien, la MINUSMA a ainsi octroyé à chacune des cinq brigades de Gendarmerie précitées une pinasse de 18 places, avec un moteur hors-bord, 25 gilets de sauvetage ainsi que 10 extincteurs. Ces équipements

faciliteront la sécurisation de l'espace fluvial dans la région et une meilleure assistance des victimes en cas de sinistres.

« Aujourd'hui, l'octroi de ces matériels ainsi que la formation sur leurs usages se sont matérialisés, grâce à UNPOL. Nous allons nous atteler à produire des résultats satisfaisants dans l'accomplissement de nos missions », a déclaré Ishiaka Diakité, commandant par intérim de la légion de gendarmerie. Par ailleurs, celui-ci en a profité pour adresser sa reconnaissance à l'endroit de la composante police des Nations Unies basée dans la cité sainte, pour la réhabilitation des différents bâtiments logeant la gendarmerie dans l'ensemble de la région. « Le matériel informatique et l'électrification de certains de nos bureaux étaient un rêve pour nous, » s'est souvenu le gendarme, avant d'ajouter qu'« UNPOL est un support capital pour la légion ».

Clôturant cette série d'inauguration, le gouverneur de la région, M. Adama Kansaye a souligné la contribution de la MINUSMA, à travers UNPOL, dans la modernisation du système de sécurisation et des outils des forces de sécurité maliennes à Tombouctou. « Ces activités revalorisent les services de sécurité et renforcent leurs capacités dans le cadre de la stabilisation régionale ». Imbu du mandat de la MINUSMA dont le rôle exclu les projets de développement, le représentant de l'exécutif à Tombouctou s'est dit reconnaissant envers la Mission onusienne pour les nombreuses actions en faveur des services civils, militaires et paramilitaires.

Le mandat de protection des civils, conféré à la MINUSMA, s'exerce aussi lorsque celle-ci appuie les FDSM, afin qu'elles soient, elles-mêmes, en mesure de protéger les civils des différentes menaces. Ces deux projets qui vont permettre une meilleure prise en charge des usagers de la DRPC et une circulation plus sûre sur le fleuve Niger, en sont un bon exemple.



DES JEUNES TOMBOUCTIENS DANS LE RÔLE DE DIPLOMATES ONUSIENS



Une centaine de jeunes dont vingt filles au total auront pris part à la toute première édition de simulation du Modèle des Nations Unies à Tombouctou, du 21 au 24 novembre dernier. Organisée par le Bureau de la Communication de la MINUSMA, elle avait pour but d'expliquer le contexte de déploiement d'une mission de maintien de paix dans un pays en crise.

« Ces quatre jours m'ont introduit dans les coulisses des Nations Unies et la simulation m'a permis de saisir le rôle du Conseil de sécurité. Ce que je voyais à la télévision sans comprendre est maintenant à ma portée, » s'est réjoui Mohamed Ibrahim Yattara, qui a eu à présider le Conseil de sécurité lors de la simulation.

La salle de conférence du Conseil régional de Tombouctou a été l'hôte de ces 4 jours durant lesquels les participants, étudiants et membres d'associations de jeunes, se sont prêtés à la simulation du Conseil de sécurité. Se mettant dans la peau de diplomates des pays membres de cet organe onusien, ils ont étudié la demande de déploiement d'une mission de maintien paix de l'Etat du Mali sur son territoire en proie à une crise.

« Il s'agit d'une expérience qui fait partie des efforts de communication des Nations Unies en général, pour mieux faire connaître son rôle et de la MINUSMA en particulier, pour vulgariser son mandat », a expliqué l'officier de l'Information Publique, Piergiorgio Paglialonga.

Les trois premiers jours ont été consacrés à la formation et à la sensibilisation des participants sur le système des Nations Unies et ses principaux organes, notamment le département des opérations de maintien de paix (DOMP), le contexte de déploiement de la MINUSMA et son mandat. Les représentants des agences onusiennes, telles que l'UNICEF, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), l'Organisation de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), ont également présenté leur mandat et activités respectifs. « C'était une bonne chose pour nous d'apprendre les missions et le rôle des agences au Mali », a exprimé Nia Intardje Aboul Kader, avant d'ajouter « On n'a pas souvent l'opportunité de les rencontrer dans ces espaces, même si on les voit sur le terrain ».

Dans une ambiance participative, enrichie par les échanges constructifs entre les participants et les intervenants dont Daouda N'Diaye et Abdoulsalam B. Touré, de l'Unité Plaidoyer et sensibilisation du Bureau de l'Information Publique de la MINUSMA, le système onusien a été expliqué, avec un accent particulier mis sur sa représentation au Mali et la Mission onusienne. Les deux officiers de l'Unité de plaidoyer de la MINUSMA estiment que la centaine de participants a bien assimilé les points essentiels développés lors de la formation. « Nous avons beaucoup échangé avec les jeunes sur les raisons sur lesquelles reposent la décision du Conseil de sécurité d'autoriser le déploiement d'une mission », a expliqué Touré.

Le dernier jour, c'est un membre de la Jeune chambre Internationale de Tombouctou (JCI) du nom de Tata Baba Cissé qui a investi le poste du Secrétaire général. Pour la jeune femme, c'est une expérience qui éclaire sur les rapports diplomatiques entre les différents pays membres des Nations Unies. Plus important, cet

exercice lui a permis de prendre conscience du rôle joué par la communauté internationale dans le cas de conflits majeurs, comme celui qu'a connu le Mali.

Deux autres aspects de cette activité sont, d'une part, le renforcement des capacités de ces jeunes aux fins d'éveiller leur conscience sur la nécessité de pérenniser les acquis des Nations Unies à maintenir la paix dans le monde ; d'autre part, elle favorise la culture du talent d'orateur chez les jeunes. Ceux-ci ont ainsi exprimé leur satisfaction d'avoir, « en quelques jours, appris comment les Nations Unies traitent des questions liées à la paix dans le monde. J'ai appris à faire un peu de diplomatie et je crois que cela pourra me servir dans ma carrière future », s'est félicitée Sira Sissoko, membre de l'Association pour la Recherche et le Développement Social (ARDS).

Après Bamako et Tombouctou, le Bureau de l'Information Publique de la MINUSMA se prépare à lancer le Modèle des Nations Unies dans les autres régions du nord du Mali.



ENBREF

30 NOVEMBRE

Dans le cadre des rencontres avec les pays contributeurs de troupes, M. Mahamat Saleh Annadif le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies s'est entretenu aujourd'hui 30 novembre, à Bamako avec le Commandant de l'armée de l'air Abdul Salam KHAN du Bangladesh. Les échanges ont essentiellement porté sur les récents développements de la situation sécuritaire au Mali, en particulier dans le Nord. M. Annadif, a rappelé à cet égard, la contribution significative apportée par le Bangladesh à la Mission onusienne, notamment à sa composante Militaire.



30 NOVEMBRE

Le 30 novembre dernier, le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine du Mali, M. Abdoulaye Diop, a reçu en audience le Représentant Spécial du Secrétaire Général et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif.

Le Ministre des Affaires Etrangères du Mali et le Chef de la Mission des Nations Unies dans le Pays ont principalement évoqué le soutien de la MINUSMA à la mise en œuvre de l'Accord de Paix et la situation dans le Nord du Pays.



30 NOVEMBRE

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a reçu aujourd'hui 30 novembre, le Représentant Spécial de l'Union Européenne pour le Sahel, S.E.M. Angel Losada et sa délégation. Les discussions ont notamment porté sur le processus de paix au Mali et la situation dans le nord du Pays.



2 DÉCEMBRE : LE CHEF DE LA MINUSMA : « LA MINUSMA VA POURSUIVRE SA MISSION DANS LA RÉGION DE GAO »

M. Mahamat Saleh Annadif, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, était hier, 1er décembre, dans la Cité des Askia. Il était accompagné d'une forte délégation du Département des Opérations de Maintien de la Paix (DOMP ou DPKO) venue de New York pour se rendre compte de la situation sur le terrain après l'attaque terroriste survenue sur les installations de la Mission onusienne dans l'enceinte de l'Aéroport de Gao.

Le Chef de Bureau de la Mission à Gao, le Commandant du Secteur-Est et le Commandant adjoint de la Police des Nations Unies/UNPOL, étaient à l'aéroport de Gao pour accueillir la délégation. Les deux gouverneurs de régions de Gao et Kidal étaient également présent.



Après avoir passé les troupes en revue, M. Annadif et toute sa délégation ont pu visiter l'aéroport et ainsi, se rendre compte de l'ampleur des dégâts causés par cette attaque. « la MINUSMA va poursuivre sa mission et les réparations matérielles seront faites » a déclaré Monsieur Annadif, avant d'adresser ce message de réconfort au personnel de l'ONU sur place : « pour le personnel de la MINUSMA qui travaille dans une situation difficile, je voudrais que son moral ne lâche point. Je l'encourage à se dire qu'il a choisi un idéal, il a choisi de servir aux Nations Unies qui sont un ensemble de valeurs et de concepts qui méritent certains sacrifices. C'est ce qu'il est en train de faire ici au Mali ».

La délégation s'est ensuite rendue au Super Camp situé non loin de l'aéroport où, ses membres se sont entretenus avec les responsables de la MINUSMA dans la région qui ont souligné les graves menaces sécuritaires qui continuent à entraver la Mission dans la bonne exécution de son mandat.

Le Chef de la MINUSMA a tenu à rassurer le personnel en ces termes : « tout sera fait pour que les conditions de travail des hommes et des femmes qui travaillent ici puissent s'améliorer ».

Avant de quitter la Cité des Askia, toute la délégation a pu visiter l'hôpital chinois de Niveau 2 où, il leur a été expliqué l'organisation interne de l'hôpital mais aussi, le travail que fait son personnel dans la région.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE PRESS RELEASE MINUSMA

COMMUNIQUÉS

25 NOVEMBRE : MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU - JOURNEE INTERNATIONALE POUR L'ELIMINATION DE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES

Le monde reconnaît de plus en plus enfin que la violence à l'égard des femmes et des filles constitue une violation des droits de l'homme, une pandémie de santé publique et un obstacle de taille au développement durable. Pourtant, nous pouvons et devons encore faire bien davantage pour transformer cette prise de conscience en une prévention et en une intervention dignes de ce nom.

La violence à l'égard des femmes et des filles impose des coûts exorbitants aux familles, aux communautés et aux économies. Lorsque les femmes ne peuvent pas travailler en raison de la violence, leur emploi peut s'en trouver menacé, les empêchant de se procurer des revenus qui leur font cruellement défaut, remettant en cause leur autonomie et nuisant à leur capacité de rompre des relations avec des partenaires violents. La violence à l'égard des femmes entraîne également une perte de productivité chez les entreprises et grève les ressources des services sociaux, du système judiciaire et des organismes de soins de santé. La violence familiale et conjugale demeure très répandue, aggravée par l'impunité de ces crimes. Le résultat se traduit par des souffrances considérables ainsi que par l'exclusion des femmes, qui se voient ainsi privées de la possibilité de jouer pleinement le rôle qui leur revient de droit dans la société.

Le monde ne peut pas se permettre de payer ce prix. Les femmes et les filles ne peuvent pas se le permettre non plus – et ne le devraient pas du reste. Pourtant, cette violence persiste chaque jour, partout dans le monde. Et les efforts déployés pour résoudre ce problème, quoique riches en volonté politique, pâtiennent d'un sous-financement chronique.

Depuis 2008, je dirige la campagne Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, qui appelle à une action mondiale pour accroître les ressources et proposer des solutions. J'invite les gouvernements à démontrer leur engagement en augmentant sensiblement leurs dépenses dans tous les domaines pertinents, y compris à l'appui des mouvements des femmes et des organisations de la société civile. J'encourage également les dirigeants du monde à contribuer à ONU-Femmes et au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes. Nous attendons aussi du secteur privé, des organisations philanthropiques et des citoyens concernés qu'ils assument la part de responsabilité qui leur incombe. Aujourd'hui, nous voyons le monde illuminé en orange, symbolisant un avenir radieux pour les femmes et les filles. Grâce à un investissement attiré, nous pouvons maintenir ces feux lumineux, défendre les droits de l'homme et éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles pour de bon.

1^{ER} DÉCEMBRE : MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU - JOURNEE MONDIALE DU SIDA

Trente-cinq ans après l'apparition du sida, la communauté internationale peut s'enorgueillir dans une certaine mesure des résultats obtenus, mais il lui faut également regarder l'avenir avec détermination et s'attacher à atteindre son objectif de vaincre le sida d'ici à 2030.

Des progrès réels ont été accomplis face à la maladie. Les personnes sous traitement n'ont jamais été aussi nombreuses. Depuis 2010, le nombre d'enfants infectés par transmission mère-enfant a diminué de moitié. De moins en moins de personnes décèdent de causes liées au sida chaque année, et les personnes contaminées vivent plus longtemps.

Ces cinq dernières années, le nombre de personnes ayant accès à des médicaments salvateurs a doublé pour atteindre les 18 millions. Grâce à des investissements judicieux, le monde peut accélérer la réalisation de l'objectif consistant à avoir 30 millions de personnes sous traitement d'ici à 2030. Les médicaments anti-VIH destinés à prévenir la transmission mère-enfant sont désormais accessibles à plus de 75 % des personnes qui en ont besoin.

Les progrès sont manifestes, mais les acquis restent fragiles. Les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables dans les pays à forte prévalence du VIH, notamment en Afrique subsaharienne. Les groupes à risque continuent d'être touchés par le VIH de manière disproportionnée. Les nouveaux cas d'infection se multiplient parmi les consommateurs de drogues injectables ainsi que chez les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes. L'épidémie du sida gagne de l'ampleur en Europe de l'Est et en Asie centrale, sous l'effet de la stigmatisation, de la discrimination et des lois répressives. En général, les personnes qui sont économiquement défavorisées n'ont qu'un accès limité aux services et aux soins. La criminalisation et la discrimination suscitent de nouveaux cas d'infection chaque jour. Les femmes et les filles sont particulièrement touchées.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté avec la volonté de ne pas faire de laissés-pour-compte. Dans aucun domaine ce principe ne revêt autant d'importance que dans la lutte contre le sida. C'est en aidant les personnes jeunes, vulnérables et marginalisées qu'on enrayera la progression de l'épidémie. Le cadre stratégique d'ONUSIDA est aligné sur les objectifs de développement durable, mettant en évidence les corrélations entre la prévention du VIH et les progrès en matière d'éducation, de paix, d'égalité entre les sexes et de droits de l'homme. Je suis fier de constater combien l'Organisation des Nations Unies et ONUSIDA, sous la direction de Michel Sidibé, sont déterminés à trouver des méthodes nouvelles et plus efficaces pour mettre fin à l'épidémie.

Les 10 premières années, les groupes touchés ont refusé de laisser l'inertie, la médiocrité et l'indolence entraver la lutte contre le sida. C'est grâce à leur courage que des progrès ont été faits sur le plan de la santé des femmes et des enfants, que le prix des médicaments vitaux a baissé et que les sans-voix ont eu leur mot à dire. Nous devons collectivement faire preuve de la même intransigeance. En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, je salue l'action sans relâche que mènent les dirigeants, la société civile, les collègues du système des Nations Unies et le secteur privé en faveur de cette cause.

À l'heure où mon mandat de Secrétaire général touche à sa fin, je lance cet appel vibrant à tous : renouvelons notre engagement de réaliser, ensemble, notre vision d'un monde sans sida.





**Bamako
106.6**

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR :

-  <http://minusma.unmissions.org>
-  facebook.com/minusma
-  www.flickr.com/photos/minusma
-  twitter.com/UN_MINUSMA
-  www.youtube.com/minusma
-  https://www.instagram.com/un_minusma



- Bamako 106.6 MHz
- Gao 94.0 MHz
- Kidal 94.0 MHz
- Menaka 94.0 MHz
- Mopti 91.8 MHz
- Tessalit 94.0 MHz
- Tombouctou 92.6 MHz

